

Climat et commerce mondial : l'incohérence au pouvoir

Un astrophysicien peu connu pour la faiblesse de ses neurones, déclarait récemment : « Les autres combats n'ont aucun sens si celui du climat est perdu ». La ligne est claire.

Le gouvernement impose aux Français de renoncer au diesel. Pour atteindre cet objectif, il utilise l'outil de la fiscalité. Devant la grogne des citoyens, il explique : « nous ne céderons pas, nous n'avons pas le choix ». C'est apparemment courageux et dans la ligne.

Qui est prioritaire : le climat ou le libre échange ?

En réalité ça ne l'est pas, car, à Bruxelles et plus généralement sur la scène internationale, les dirigeants font exactement le contraire, et les Autorités françaises laissent faire. A Bruxelles c'est le libre échange qui est la toute première priorité.

Le transport maritime a été exclu de l'accord de Paris sur le climat en 2015. La France n'a pas réagi. Or, selon l'Organisation Maritime internationale (OMI), les émissions de Gaz à effet de Serre (GES) du transport maritime sont égales à celles de l'Allemagne. Elles représenteront 20 % des émissions en 2050. Le commerce mondial est donc très concerné par l'enjeu du réchauffement climatique.

En 2015, la direction « action climat » de l'UE avait donné un ordre ahurissant à ses représentants à la conférence de Paris : « Aucune mention du commerce ne doit figurer dans tout accord sur le changement climatique. La France a-t-elle exigé le départ immédiat de l'imbécile qui a donné cet ordre, alors qu'il connaissait parfaitement l'impact du commerce des marchandises sur le climat ? Non.

Autre anomalie : le kérozène utilisé dans le transport aérien ne subit pas les mêmes taxes que le diesel utilisé dans les voitures automobiles. Pour Madame Michu, c'est inique. La France s'exprime-t-elle régulièrement dans la presse sur ce point ? Non.

La fiscalité sur le diesel est perçue comme injuste, car les lobbies sont systématiquement dispensés d'efforts.

Du coup, la fiscalité sur le diesel est perçue comme faisant peser une charge excessive et injuste sur les classes moyennes et pauvres du pays, parce que nos dirigeants semblent céder devant les lobbies. Bonjour les résultats aux européennes en mai prochain.

Ajoutons que sous la pression desdits lobbies, l'Union Européenne multiplie les négociations de libre échange, sans prendre en compte le sujet du climat. Comme si elle voulait rendre la situation irréversible.

Aucun de ces accords, projets d'accords ou d'avenants ne prévoit de compenser les suppléments d'émissions de gaz à effets de serre liés au développement du commerce résultant de ces accords. Au mieux, ils citent l'accord de Paris, sans plus.

Si vraiment nous allons à la guerre, il faut stopper brutalement les incohérences

Si vraiment la situation d'aujourd'hui rappelle celle des années 20 et 30 (sous-entendu il y a risque d'une 3ème guerre mondiale), il faut d'urgence inverser les priorités de Bruxelles, et stopper l'incohérence entre les décisions sur le commerce mondial et l'application de l'accord de Paris.

Comment procéder ? Commençons par déclarer un moratoire sur toutes les négociations en cours.

Ensuite, exigeons l'inclusion dans les accords de libre échanges existants ou à venir, de compensations mesurables et contrôlées, pour neutraliser les suppléments d'émissions de gaz à effets de serre liés au développement du commerce résultant de ces accords. Ainsi que le strict respect des droits de l'Homme.

Le 25 septembre dernier, le président de la République déclarait à l'ONU, « Ne signons plus d'accords commerciaux avec les puissances qui ne respectent pas l'Accord de Paris. Faisons en sorte que nos engagements commerciaux intègrent nos contraintes environnementales et sociales ». Relisez : c'est exactement ce qui est proposé au paragraphe ci-dessus. Cela va même au-delà.

Il faut renverser les tables sans trembler

Oui, me direz-vous mais ce n'est pas si simple. La politique commerciale mondiale est de la compétence exclusive de l'Union Européenne. Les pays ne peuvent plus rien faire.

Faux. Le Président de la République Française peut toujours refuser de signer un mandat de négociation ou un accord s'il estime qu'ils ne sont pas satisfaisants, notamment sur l'environnement, le climat et aussi sur les droits de l'Homme qui «ne sont pas négociables» comme il l'a affirmé à l'ONU le même 25 septembre dernier. Il ne risque rien. La Commission ne négociera jamais sans l'aval de la France, car l'Union Européenne exploserait en vol.

Si vraiment nous allons vers une guerre comme il le craint, le Président doit renverser les tables sans trembler. Par conséquent, il doit aussi remettre en cause les mandats déjà signés, s'il ne contiennent pas ce qu'il a prôné à l'ONU. Accessoirement, cela lui confèrera la place de leader en Europe, car les peuples applaudiront à tout rompre.

Cela vaut aussi pour le Parlement européen. Lui non plus n'utilise jamais cette possibilité parfaitement légale, consistant à refuser de signer un document qui ne tiendrait aucun compte des résolutions qu'il vote régulièrement depuis 2010 sur les clauses sociales et environnementales dans les accords commerciaux.

Pas d'états d'âme. Les lobbies n'en ont pas. Euractiv du 18 septembre 2018 titrait : «Le Medef européen prépare le sabotage des objectifs climatiques européens.» Oups ! C'est intolérable.